

Madame,

C'est avec attention que j'ai pris connaissance de votre courrier.

Ces dernières semaines, des milliers de Français se sont mobilisés afin de faire entendre leurs revendications.

J'ai conscience que le mouvement des « gilets jaunes » est la traduction d'un profond malaise, suite notamment à certaines réformes engagées par le Gouvernement, au-delà de la « simple » augmentation des taxes sur les carburants.

Face à l'absence de réformes structurelles essentielles de notre pays depuis plusieurs décennies ; de la crise de 2008 – qui frappent encore aujourd'hui durement notre économie et les plus fragiles d'entre nous – ; face aux difficultés du quotidien, beaucoup de Français ne se sentent pas entendus, voir méprisés par leurs représentants politiques.

Nous traversons une grave crise qui peut être une chance si nous parvenons à instaurer un dialogue renforcé et apaisé avec tous ceux qui souhaitent participer à la rédaction du nouveau contrat civique, social et fiscal, qu'avec mes collègues parlementaires du groupe MoDem nous avons appelé de nos vœux le 5 décembre à l'Assemblée nationale.

Les citoyens doivent être écoutés et entendus.

Au niveau de notre circonscription, j'ai souhaité les rencontrer, les écouter pour faire remonter leurs inquiétudes, leurs besoins, que ce soit au Parlement ou auprès du Gouvernement.

Au cours de nos échanges j'ai pu mesurer les incompréhensions concernant la politique de notre pays et à quel point de nombreuses personnes s'inquiètent pour l'avenir.

Depuis mon élection en juin 2017, lors de nombreux rendez-vous avec les habitants de l'Isère, les élus, les chefs d'entreprises, les représentants des associations, des corps intermédiaires, etc, j'ai constaté le mécontentement grandissant d'une partie de nos concitoyens.

Leur détresse est réelle, c'est pourquoi j'y réponds, de mon mieux, au quotidien, que ce soit par le biais d'interventions au niveau national ou local.

Et je resterai pleinement mobilisée, avec l'ensemble des parlementaires de la majorité, pour faire reculer les inégalités au sein de notre société, afin que chacun y trouve sa place.

La réforme de nos Institutions doit se poursuivre et j'aurai l'occasion de porter au cœur des débats les thèmes chers au Mouvement Démocrate : mise en place d'une véritable dose de proportionnelle, reconnaissance du vote blanc, renforcement de la démocratie participative en réformant le Conseil Économique, Social et Environnemental et en avançant sur le référendum d'initiative citoyenne, notamment.

Mais ces discussions et ces réformes doivent avoir comme préalable inaltérable le respect du processus démocratique et la sanctuarisation de l'ordre républicain. Et la démission du Président de la République remettrait en cause la démocratie représentative et fragiliserait notre démocratie, c'est pourquoi je n'y suis pas favorable.

Dans le respect de notre Constitution et de nos institutions, il nous faut mener un vrai débat dans lequel chacun doit prendre sa part.

C'est dans le temps des élections que doit se faire le renouvellement du Président de la République, comme la Constitution le prévoit.

Cordialement,

Élodie Jacquier-Laforge
Députée de l'Isère